

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE

**SERVICE PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**



**DU SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL MIXTE POUR
L'AMENAGEMENT DE LA COISE
(SIMA COISE)**

- EXERCICE 2014 -

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I- PRESENTATION DU SPANC DU SIMA COISE

A- Généralités

B- Le SPANC du SIMA COISE

C- Organisation du service

II- LES INDICATEURS TECHNIQUES

A- Contrôle des installations neuves : examen préalable de la conception et vérification de l'exécution des travaux

B- Contrôle des installations existantes : vérification périodique de fonctionnement et d'entretien

C- Les compétences facultatives

D- Information/Communication

III- LES INDICATEURS FINANCIERS

A- Montant de la redevance

B- Recouvrement

IV- LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

A- Les indicateurs techniques

B- Indicateur de performance

INTRODUCTION

« L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de sa ressource utilisable dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. L'usage de l'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis. »

Article 1^{er} de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992

Par cette loi, le législateur a confié aux communes la responsabilité de contrôler l'efficacité du dispositif d'assainissement des habitations non raccordées au réseau public.

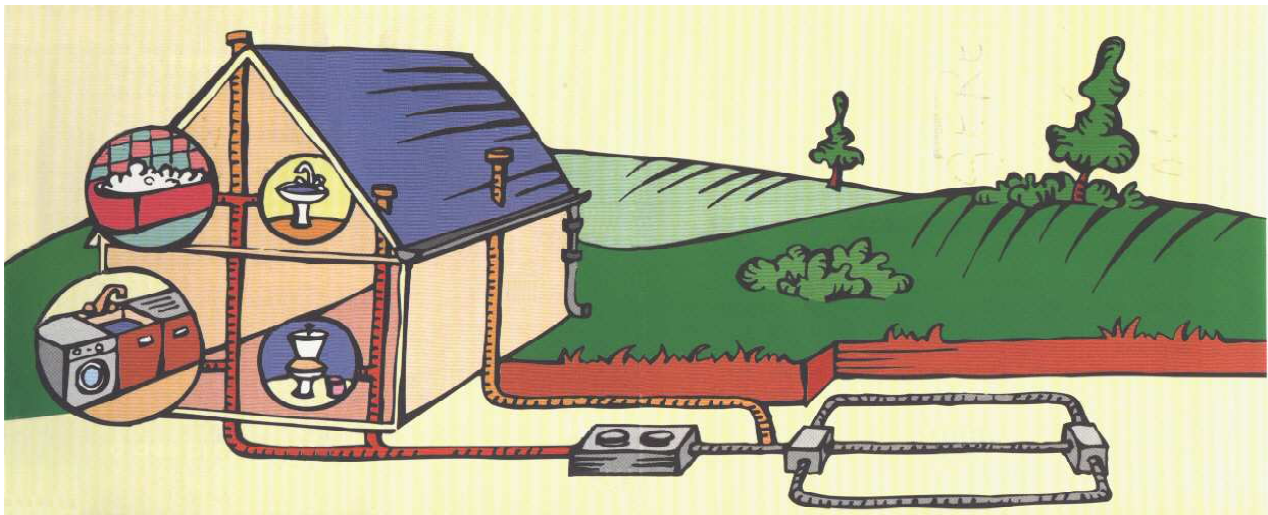
Cette mission implique la création d'un nouveau service public industriel et commercial : le service public d'assainissement non collectif, plus communément appelé SPANC.

Ce dossier présente le rapport annuel sur le prix et la qualité du SPANC du Syndicat interdépartemental mixte pour l'aménagement de la Coise pour l'exercice 2014. Il expose l'organisation du service, les indicateurs techniques, financiers et les performances du service.

I- PRESENTATION DU SPANC DU SIMA COISE

A- Généralités

Par assainissement non collectif (ANC) ou assainissement autonome, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration et/ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.



Le SPANC est un service public local d'assainissement, à caractère industriel et commercial, qui fournit des prestations de service. Son rôle consiste à effectuer les contrôles obligatoires des dispositifs d'assainissement non collectif, c'est à dire :

- ↳ examen préalable de la conception des installations neuves ou à réhabiliter,
- ↳ vérification de l'exécution des travaux,
- ↳ vérification périodique de fonctionnement et d'entretien.

Le SPANC peut aussi prendre des compétences qui, aujourd'hui, sont facultatives :

- ↳ L'entretien des installations d'assainissement
- ↳ La réhabilitation des installations défectueuses.

B- Le SPANC du SIMA COISE

Trente-deux communes ont transmis cette compétence au **Syndicat Interdépartemental Mixte pour l'Aménagement de la Coise**.

Il est à noter que le Syndicat des Eaux de Chazelles sur Lyon et de Viricelles adhère au SIMA Coise et a transféré ses compétences ANC au SPANC depuis le 2 mars 2010 seulement.

Les communes de la Fouillouse et d'Andrézieux Bouthéon ne font plus partie du SIMA Coise mais le SPANC gère encore les contrôles ANC pour 2013 et 2014. Ces communes ont rejoint St Etienne Métropole.

Le SIMA COISE, créé en 2005, est situé au Nord de Saint Étienne. Le syndicat a décidé de gérer ce service en régie. Ce service est doté d'un budget propre.

Ce territoire est situé majoritairement sur le bassin versant de la Coise.

Territoire d'intervention du SPANC du SIMA Coise**C- Organisation du service**

Le siège du SIMA Coise et du SPANC se situe à ST GALMIER (42), dans les locaux du pôle des services.

Le SPANC est animé depuis mars 2010 par 2 techniciens : Karine AUBRY et Joël SOUVIGNET. Ces techniciens sont encadrés par un directeur : M. Yves PIOT. Isabelle GODORECCI assure la partie administrative du service : comptabilité, suivi des subventions, gestion du personnel.....

Un groupe de travail composé d'élus du comité syndical se réunit environ une fois par trimestre afin de prendre les orientations d'ordre technique.

Remarque : En application des dispositions de l'article L.1415-1 du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT), le SIMA COISE a constitué une régie à simple autonomie financière pour l'exploitation directe de ce service public.

La création de cette régie a été validée par délibération le 9 décembre 2008 et a été mise en œuvre le 1^{er} janvier 2009.

Un conseil d'exploitation est créé, il est composé d'élus du SIMA. Le personnel administratif peut être associé avec voix consultatives. Le conseil d'administration doit être consulté sur tous les projets concernant le SPANC.

Yves PIOT, chargé de missions du SIMA, est nommé directeur du SPANC.

II- LES INDICATEURS TECHNIQUES

A- Contrôle des installations nouvelles : contrôle de conception et de réalisation

Le contrôle des installations nouvelles et réhabilitées s'effectue en deux étapes :

- **l'examen préalable de la conception** : il vise à valider l'adaptation de la filière d'assainissement envisagée aux contraintes liées à la nature du sol, à la configuration de la parcelle, au type de logement et à la conformité au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié ou de l'arrêté du 22 juin 2007 ;
- **la vérification de l'exécution** : il permet d'apprécier la bonne exécution des travaux vis-à-vis du projet validé lors de l'examen préalable de conception, ainsi que la qualité des travaux effectués, l'accessibilité et le respect des prescriptions techniques réglementaires applicables.

Suite aux contrôles, un rapport technique est rédigé et envoyé au propriétaire et au maire de la commune concernée. Ce rapport est signé du maire.

En 2014, **128** dossiers de conception ont été instruits et **143** installations ont été réalisées, dont **16%** des réalisations concernent des permis de construire. Suite à l'appui technique et aux conseils donnés aux particuliers et aux entreprises par le SPANC, le bilan des contrôles des travaux réalisés révèle que quasiment 100 % des installations sont conformes au projet validé et à la réglementation. Ces chiffres s'expliquent par la forte demande de réhabilitation groupée subventionnée.

Le bilan statistique 2014 des examens préalables de conception et des vérifications d'exécution des installations nouvelles (avec dossier d'urbanisme : PC, DT) d'assainissement non collectif est présenté dans **les annexes I et II** jointes au présent rapport.

B- Vérification du fonctionnement et de l'entretien

Pour les installations existantes, il s'agissait dans un premier temps d'effectuer un état des lieux des ouvrages. C'est le **diagnostic initial et premier contrôle de bon fonctionnement**. Il consistait à vérifier l'efficacité du système d'assainissement non collectif au regard de la salubrité publique, de l'environnement et des nuisances. Il permettait également de donner des recommandations pour améliorer le système de traitement et des conseils d'entretien (fréquence des vidanges de la fosse, aménagement possible sur la zone de traitement...). Il est fini sur l'ensemble du territoire depuis le 31 décembre 2012.

Dans un deuxième temps, il s'agit de réaliser périodiquement **la vérification du fonctionnement et de l'entretien**. Il permet de vérifier, sur la durée, l'efficacité du dispositif d'assainissement. Il sert également à vérifier les opérations d'entretien et de réhabilitation.

Enfin, depuis le 1^{er} janvier 2011, il existe un contrôle de bon fonctionnement dans le cadre de ventes de logements en ANC. Si le dernier contrôle a plus de 3 ans à la date de vente, un nouveau contrôle est à effectuer par le SPANC, ce rapport est à joindre à l'acte de vente.

Suite au contrôle, un rapport technique est rédigé et envoyé au propriétaire et au maire de la commune concernée. Depuis mi 2013, les rapports sont également signés par le maire avant d'être envoyés à l'usager.

Une classification définie par un groupe de travail a permis d'identifier et de dénombrer les installations qui induisent des risques environnementaux et/ou sanitaires, et de définir ainsi les réhabilitations nécessaires.

Classification du fonctionnement des assainissements non collectifs :

☐ **Favorable** : bon fonctionnement général de la filière

Installation d'assainissement non collectif conforme à la législation actuelle. Elle ne présente aucun dysfonctionnement et aucun risque pour la salubrité publique ni pour l'environnement.

☐ **Favorable avec réserve(s)** : acceptable sous réserve de modifications et/ou entretien à réaliser

Installation d'assainissement non collectif non conforme à la législation actuelle. Toutefois, cette non-conformité n'induit aucun risque pour l'environnement.

☐ **Défavorable : travaux de réhabilitation souhaitables**

Installation d'assainissement non collectif non conforme à la législation actuelle. Elle présente des dysfonctionnements pouvant induire des risques pour l'environnement et/ou pour la salubrité publique.

☐ **Défavorable : travaux URGENTS de réhabilitation à réaliser dans des délais**

Installation d'assainissement non collectif non conforme à la législation actuelle. Elle présente des risques certains pour le milieu naturel ou/et pour la salubrité publique.

☐ **Indéfini** : Aucune information sur le dispositif d'assainissement. Il faut effectuer une recherche pour déterminer la nature de la filière et assurer son entretien.

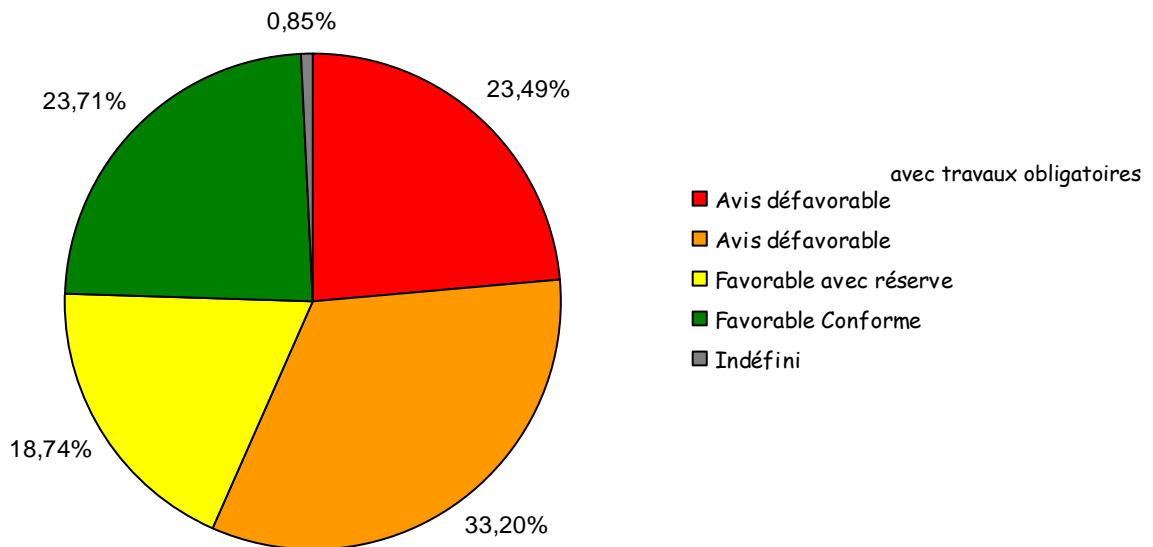
En 2014, **374 contrôles** de fonctionnement et d'entretien ont été effectués et **52 diagnostics pour vente**.

Une nouvelle réglementation est entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2012. A partir de cette date, toute installation dont l'existence n'est pas dûment prouvée, n'est plus dans la catégorie « indéfini » mais en défavorable avec travaux obligatoires dans les meilleurs délais par une mise en demeure par la collectivité. Cependant, il reste encore quelques indéfinis car ils n'ont pas eu de second contrôle pour les changer de catégorie.

Bilan par communes des contrôles ANC au 31/12/2014

Commune	Nb usager	Nb ANC contrôlés	Avis défavorable Travaux obligatoires	Avis défavorable Travaux souhaités	Favorable avec réserve	Favorable Conforme	Indéfini
ANDREZIEUX BOUTHEON	17	16	0	12	0	4	0
AVEIZE	181	175	61	56	17	39	2
AVEIZIEUX	104	95	16	39	18	22	0
BELLEGARDE EN FOREZ	86	84	45	16	7	16	0
CHAMBOEUF	86	80	40	15	5	20	0
CHATELUS	44	42	3	10	19	10	0
CHAZELLES SUR LYON	213	204	44	79	41	40	0
CHEVRIERES	171	168	32	52	39	43	2
COISE	103	100	13	27	25	35	0
CUZIEU	66	65	29	19	7	10	0
DUERNE	129	124	12	44	23	45	0
GRAMMOND	102	97	32	34	12	19	0
GREZIEU-LE-MARCHE	143	139	47	42	19	31	0
LA CHAPELLE-SUR-COISE	90	86	30	24	13	19	0
LA FOUILLOUSE	278	240	57	75	62	34	12
LA GIMOND	56	53	8	16	7	22	0
LARAJASSE	403	374	51	130	79	113	1
MARINGES	129	122	16	46	31	29	0
MEYS	175	164	25	51	36	52	0
MONTROND LES BAINS	10	8	2	1	4	1	0
POMEYS	136	130	17	42	36	35	0
RIVAS	14	14	2	6	0	6	0
SAINT ANDRE LA CÔTE	19	19	7	6	2	3	1
SAINT ANDRE LE PUY	29	27	14	5	3	5	0
SAINT BONNET LES OULES	188	182	30	55	56	39	2
SAINT DENIS SUR COISE	142	130	15	43	33	38	1
SAINT GALMIER	148	133	35	36	17	44	1
SAINT MARTIN EN HAUT	473	459	157	196	44	59	3
SAINT MEDARD EN FOREZ	129	124	37	45	18	23	1
SAINT SYMPHORIEN SUR COISE	26	25	2	11	7	3	2
SAINTE CATHERINE	156	151	26	40	23	60	2
VEAUCHE	84	82	29	35	2	14	2
VIRICELLES	28	28	9	11	2	5	1
VIRIGNEUX	168	159	20	42	61	34	2
TOTAL	4326	4099	963	1361	768	972	35
POURCENTAGE		94,75%	23,49%	33,20%	18,74%	23,71%	0,85%

Bilan des contrôles ANC sur l'ensemble du territoire du SPANC au 31/12/2014



C- Les compétences facultatives

Afin de faire bénéficier les usagers d'un service le plus compétent possible, le SIMA Coise a modifié ses statuts en février 2008 afin de prendre les compétences facultatives du SPANC : l'entretien et la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif défaillantes.

1 - Entretien des installations d'assainissement non collectif

Le but de cette compétence est d'organiser des tournées de vidange de fosses afin de faire diminuer les coûts de vidange pour les usagers. C'est aussi un moyen de pousser l'utilisateur à réaliser les vidanges de fosse de manière réglementaire et de faciliter le suivi de l'entretien des installations d'ANC par le SPANC. Cette compétence s'est mise en place dans le courant du premier semestre 2009 avec des prestataires retenus par marché public.

En 2014, **81 usagers** ont bénéficié de ce service. La quantité a nettement augmenté car, dans le cadre des réhabilitations, de nombreuses fosses ont dû être vidangées avant d'être comblées ou enlevées.

2 - Réhabilitation des installations d'assainissement non collectif

Il s'agit d'organiser la réhabilitation d'installations d'Assainissement Non Collectif classées « points noirs », c'est-à-dire induisant des risques sanitaires et/ou environnementaux.

Le but principal de cette compétence est de faire bénéficier les propriétaires d'installation d'ANC à réhabiliter, d'aides financières publiques (CG69, AE RMC, AE LB et Région Rhône Alpes) et privées (Bulle verte) allant de 50 à 80 % mais aussi d'avoir un suivi des chantiers de réhabilitation. Cette compétence s'est mise en place durant le second semestre 2009.

En 2014, **100 installations** ont été réhabilitées et subventionnées.

Nos financeurs varient en fonction du lieu géographique : l'agence de l'eau Loire Bretagne, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, le Conseil Général du Rhône, la Région Rhône Alpes et la Bulle Verte. Les usagers peuvent être subventionnés de 50 à 80 %. Chaque financeur a des critères d'éligibilité bien spécifiques.

Etat d'avancement du programme de réhabilitations groupées au 31/12/2014 :

Communes du territoire du SPANC	Nb d'études réalisées en maîtrise publique	Nb total de chantiers réalisés	Nb de chantiers réalisés en 2014
Andrézieux-Bouthéon	0	0	0
Aveize	29	25	5
Aveizieux	3	3	1
Bellegarde en Forez	9	8	6
Chamboeuf	27	8	3
Chatelus	0	0	0
Chazelles sur Lyon	36	31	22
Chevrières	17	9	2
Coise	15	13	1
Cuzieu	3	3	2
Duerne	10	10	4
Grammond	12	6	1
Grézieu le Marché	23	21	6
La Chapelle sur Coise	10	6	1
La Fouillouse	0	0	0
La Gimond	3	3	1
Larajasse	21	15	1
Maringes	17	11	2
Meys	36	18	2
Montrond les Bains	0	0	0
Pomeys	10	7	3
Rivas	1	0	0
St André la Côte	3	2	1
St André le Puy	5	3	1
St Bonnet les Oules	12	6	1
St Denis sur Coise	12	10	0
St Galmier	36	32	19
St Martin en Haut	57	33	8
St Médard en Forez	23	14	4
St Symphorien sur Coise	1	0	0
Ste Catherine	18	9	1
Veauche	3	3	0
Viricelles	4	2	0
Virigneux	5	2	2
Total	461	313	100

D- Information communication

Le SIMA Coise a communiqué par le biais d'articles de journaux (locaux ou bulletins municipaux) sur le programme de réhabilitation d'assainissement non collectif en opération groupée. De plus, des panneaux sont régulièrement posés en limite de domaine public, aux abords des chantiers de réhabilitation en maîtrise d'ouvrage publique. Voir **annexe III**.

En automne 2014, le SPANC est intervenu lors de réunions de communautés de communes et lors d'un comité syndical pour présenter son rôle et son activité aux (nouveaux) élus.

En octobre 2014, le SPANC a également fait une présentation de son activité devant des étudiants.

En décembre 2014, quatre réunions publiques ont été programmées pour communiquer sur les réhabilitations subventionnées en présentant les techniques et les aides financières de nos partenaires.

Des lettres d'information sont éditées plusieurs fois par an et envoyées par mail et le site internet est régulièrement animé d'informations locales.

II- LES INDICATEURS FINANCIERS

Le SPANC est géré comme un Service Public Industriel et Commercial (SPIC), quel qu'en soit le statut juridique (régie, concession, affermage). En conséquence, la gestion du service est soumise aux principes suivants :

- règles comptables des services publics locaux de distribution d'eau et d'assainissement (instruction comptable M 49),
- budget équilibré,
- financement du service par des redevances versées par les usagers en échange des prestations effectuées.

Au cours de l'année 2014, les deux techniciens ont consacré 100% de leur temps à la réalisation des missions obligatoires du SPANC et à la mise en place et à l'exécution des compétences facultatives du SPANC. Le directeur du SPANC, responsable du SIMA a consacré 15% de son temps à l'organisation générale et au suivi administratif du service. La partie concernant la facturation et la comptabilité est gérée par l'assistante administrative du SIMA Coise. Cette mission correspond à 50% d'un temps plein.

Charges	Recettes
<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement du service (charges à caractère général et frais de personnel, y compris reversement au SIMA Coise) - Acquisition de matériel ou petites fournitures - Amortissement des immobilisations 	<ul style="list-style-type: none"> - Redevances d'assainissement non collectif : <ul style="list-style-type: none"> Contrôle de l'existant Contrôle du neuf Organisation des campagnes de vidanges Suivi des réhabilitations sous maîtrise d'ouvrage publique

A- Montant de la redevance

La redevance doit couvrir les charges de fonctionnement du service.

Les délibérations en date du 13 décembre 2011 ont modifié les montants des redevances suivantes:

- ➔ redevance pour contrôle de bon fonctionnement : 125 €.
- ➔ redevance de contrôle de conception et de réalisation d'un ANC : 200 € (dont 150 € pour la réalisation et 50 € pour la conception).
- ➔ redevance pour contrôle de bon fonctionnement dans le cadre d'une vente : 150 €.
- ➔ redevance de contrôle de conception et de réalisation d'un ANC dans le cadre de réhabilitations financées par des aides publiques en maîtrise d'ouvrage publique : 450 € (dont 375 € pour la réalisation et 75 € pour la conception).
- ➔ redevance pour compétence entretien d'un montant de 30 €.

- ➔ redevance de contrôle de conception et de réalisation d'un ANC dans le cadre de réhabilitations par des aides publiques en maîtrise d'ouvrage privée : 300 € (dont 225 € pour la réalisation et 75 € pour la conception).
- ➔ redevance de contrôle de conception et de réalisation d'un ANC dans le cadre de réhabilitations financées par des aides privées : 280 € (dont 210 € pour la réalisation et 70 € pour la conception).

La délibération n° 405 du 19 février 2013 a validé les modifications apportées au règlement de service

B- Recouvrement

Pour une gestion plus souple et plus efficace, le SPANC effectue :

- l'édition de la facturation et la réalisation des titres de recettes pour le contrôle de l'existant,
- l'émission des titres de recettes pour le contrôle de conception et de réalisation tous les 3 mois.

L'encaissement et les relances sont assurés par le Trésor Public.

Pour les redevances des différents contrôles, elles sont facturées après l'envoi du rapport technique concernant le contrôle effectué.

Les conditions financières et l'application des contrôles étant définies, la création d'un règlement de service a permis d'établir les relations entre le service et les usagers. Ce règlement est un acte officiel préparé par le groupe de travail et adopté par le Comité Syndical le 10 janvier 2006. Ce règlement a été envoyé à tous les usagers. Il a été modifié à plusieurs reprises en fonction de l'évolution du service et de la réglementation.

La dernière version a été approuvée le 28 février 2012, elle est mise à disposition de toutes les communes adhérentes au SPANC du SIMA Coise et distribué aux usagers avant chaque avis de passage ou intervention du SPANC.

IV- LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

A- Indicateurs descriptifs du service

➤ D301.0 : Evaluation du nombre d'habitants desservis par le SPANC

Cet indicateur descriptif du service permet d'apprécier sa taille et de mettre en perspective les résultats mesurés avec les indicateurs de performance.

D'après les études de zonage d'assainissement suivantes, réalisées par chaque commune membre, on peut estimer le nombre d'habitations situées en zone d'assainissement non collectif.

Communes du SIMA Coise sur tout le territoire	Population totale des communes du SPANC	Nombre de foyer en ANC	Estimation du nombre de personnes desservies par le service
Andrézieux-Bouthéon	9522	17	39
Aveize	959	181	416
Avezieux	1260	104	239
Bellegarde en Forez	1464	86	198
Chamboeuf	1358	86	198
Chatelus	145	44	101
Chazelles sur Lyon	5080	213	490
Chevrières	845	171	393
Coise	616	103	237
Cuzieu	1389	66	152
Duerne	660	129	297
Grammond	751	102	235
Grézieu le Marché	742	143	329
La Chapelle sur Coise	382	90	207
La Fouillouse	4234	278	639
La Gimond	217	56	129
Larajasse	1477	403	927
Maringes	566	129	297
Meys	637	175	403
Montrond les Bains	4031	10	23
Pomeys	939	136	313
Rivas	406	14	32
Saint André la Côte	280	19	44
Saint André le Puy	1182	29	67
Saint Bonnet les Oules	1600	188	432
Saint Denis sur Coise	548	142	327
Saint Galmier	5293	148	340
Saint Martin en Haut	3429	473	1088
Saint Médard en Forez	806	129	297
Saint Symphorien sur Coise	3069	26	60
Sainte Catherine	856	156	359
Veauche	8061	84	193
Viricelles	402	28	64
Virigneux	465	168	386
Total	63671	4326	9950

Au 1^{er} janvier 2008 indice INSEE dans le Rhône et la Loire 2.3 personnes par ménage

➤ **D302.0 : Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif**

Cet indicateur descriptif du service permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif.

Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC	OUI	NON
Délimitation des zones d'ANC par une délibération	20	0
Application d'un règlement du SPANC approuvé par une délibération	20	0
Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées	30	0
Mise en œuvre de la vérification du fonctionnement et de l'entretien	30	0
TOTAL des points	100	

Éléments facultatifs du SPANC	OUI	NON
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	10	0
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	20	0
Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	10	0
TOTAL des points	30	

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif pour le SPANC du SIMA Coise est de 130 sur 140.

B- Indicateur de performance

➤ **P301.3 : Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif**

Cet indicateur mesure le niveau de conformité du parc des dispositifs d'assainissement en zone d'assainissement non collectif.

Le ratio entre le nombre d'installations contrôlées conformes à la réglementation et le nombre total d'installations contrôlées, depuis la création du SPANC et jusqu'au 31 décembre 2014, est obtenu de la façon suivante :

$$\frac{\text{Nombre total d'installations contrôlées classées favorables* (diag + installation neuves)}}{\text{Nombre total d'installations contrôlées}}$$

$$\text{Soit } (972+768) / 4099 = 42,45 \%$$

Taux de conformité des dispositifs d'ANC du SIMA Coise : 42,45 %

* favorables avec ou sans réserves

ANNEXES

ANNEXE I : Contrôles de conception effectués en 2014

ANNEXE II : Contrôles de réalisation effectués en 2014

ANNEXE III : Communication

Annexe I : Liste des contrôles de conception effectués par le SPANC en 2014

Commune	Nb ANC contrôlés	Avis défavorable Travaux obligatoire	Avis défavorable Travaux souhaités	Favorable Conforme	Favorable avec réserve	Indéfini
ANDREZIEUX BOUTHEON	0					
AVEIZE	5			5		
AVEIZIEUX	4			4		
BELLEGARDE EN FOREZ	6			6		
CHAMBOEUF	10			10		
CHATELUS	0			0		
CHAZELLES SUR LYON	3			3		
CHEVRIERES	8			8		
COISE	2			2		
CUZIEU	2			2		
DUERNE	2			2		
GRAMMOND	9			9		
GREZIEU-LE-MARCHE	3			3		
LA CHAPELLE SUR COISE	1			1		
LA FOUILLOUSE	7			7		
LA GIMOND	2			2		
LARAJASSE	2			2		
MARINGES	6			6		
MEYS	1			1		
MONTROND LES BAINS	0			7		
POMEYS	8			8		
RIVAS	0			0		
ST ANDRE LA CÔTE	0			0		
ST ANDRE LE PUY	3			3		
ST BONNET LES OULES	5			5		
ST DENIS SUR COISE	2			1	1	
ST GALMIER	5			5		
ST MARTIN EN HAUT	10			10		
ST MEDARD EN FOREZ	5			5		
ST SYMPHORIEN SUR COISE	0			0		
SAINTE CATHERINE	8			8		
VEAUCHE	0			0		
VIRICELLES	2			2		
VIRIGNEUX	7			7		
TOTAL	128			127	1	
POURCENTAGE				99.2 %	0.8 %	

Annexe II : Liste des contrôles de réalisation effectués par le SPANC en 2014

Commune	Nb ANC contrôlés	Avis défavorable Travaux obligatoire	Avis défavorable Travaux souhaités	Favorable Conforme	Favorable avec réserve	Indéfini
ANDREZIEUX BOUTHEON	0					
AVEIZE	6			6		
AVEIZIEUX	1			1		
BELLEGARDE EN FOREZ	5			5		
CHAMBOEUF	5			5		
CHATELUS	0					
CHAZELLES SUR LYON	23			23		
CHEVRIERES	3			3		
COISE	1			1		
CUZIEU	4			4		
DUERNE	4			4		
GRAMMOND	2			2		
GREZIEU-LE-MARCHE	6			6		
LA CHAPELLE SUR COISE	1			1		
LA FOUILLOUSE	4			4		
LA GIMOND	1			1		
LARAJASSE	3			3		
MARINGES	4			4		
MEYS	2			2		
MONTROND LES BAINS	0					
POMEYS	6			5	1	
RIVAS	0					
ST ANDRE LA CÔTE	1			1		
ST ANDRE LE PUY	2			2		
ST BONNET LES OULES	1			1		
ST DENIS SUR COISE	4			4		
ST GALMIER	21			21		
ST MARTIN EN HAUT	20	1	5	11	3	
ST MEDARD EN FOREZ	5			5		
ST SYMPHORIEN SUR COISE	0					
SAINTE CATHERINE	3			3		
VEAUCHE	0					
VIRICELLES	0					
VIRIGNEUX	5			3	2	
TOTAL	143	1	5	131	6	
POURCENTAGE		1 %	3 %	92 %	4 %	

Annexe III : informations diffusées sur 2014

Lettre d'info avril 2014 n°6

Le SPANC : Assainissement Non Collectif

Pascal Murigneux succède à Marie-Françoise Larue (2008-2014) à la Vice Présidence du SPANC.

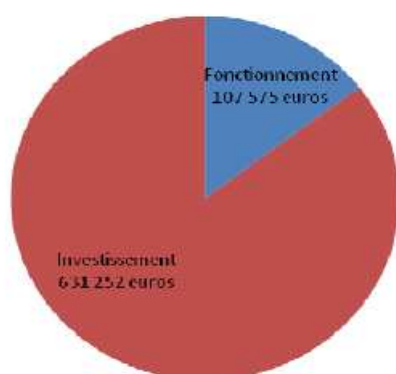
Il a rencontré les deux techniciens Karine Aubry et Joël Souvignet pour prendre connaissance des dossiers en cours.

*Pascal Murigneux, vice président en charge du SPANC
Karine Aubry et Joël Souvignet, les deux techniciens*



Le Budget du SPANC :

Le Budget du SPANC 2014



En fonctionnement le budget 2014 équilibré s'élève à 107 575 € soit une baisse de 12.5 % par rapport au BP 2013. Les dépenses sont pour 72 % les charges de personnel, pour 18 % les charges générales et 10 % autres dépenses. Les recettes de fonctionnement sont principalement les redevances d'assainissement non collectif et de suivi des réhabilitations sous maîtrise d'ouvrage privée et publique.

En Investissement le budget 2014 est de 631 252 euros. 88 % des dépenses d'investissement concernent les opérations de réhabilitations d'Assainissement Non Collectif en maîtrise d'ouvrage publique (40 chantiers prévus) et en maîtrise d'ouvrage privée (25 chantiers). Les recettes sont constituées des aides de l'Agence Loire Bretagne, de la Région Rhône Alpes, du Département du Rhône, l'Association de la Bulle Verte et la participation des usagers sur le coût résiduel.

Le filtre à sable à l'honneur :

Depuis quelques temps, le filtre à sable est dénigré alors qu'il est une des meilleures techniques épuratoires en matière d'assainissement autonome avec les tranchées d'épandage (mais celles-ci sont difficiles à mettre en place, il faut une très bonne perméabilité, une faible pente et beaucoup de place).

Depuis 2006, les techniciens du Service Public d'Assainissement Non Collectif ont l'obligation de vérifier la réalisation des filtres à sable (qualité et hauteur de sable, pente des drains et des regards...). Si ces derniers sont mal conçus, sur les conseils des techniciens, le propriétaire demande à l'entrepreneur de corriger les erreurs. Parallèlement un programme de suivi des performances de différents systèmes chez des volontaires, appelé « opération SSAFIR » a démontré que les résultats épuratoires des filtres à sable sont les meilleurs au niveau de la qualité des rejets !

Alors pourquoi s'en priver !

Le filtre à sable a fait ses preuves depuis une vingtaine d'année. S'il est conçu dans les règles de l'art avec un sable de qualité et si la fosse et son préfiltre sont entretenus régulièrement sa pérennité dans le temps est assurée.

Nous vous rappelons que le filtre à sable a une surface minimum de 20 m² pour 4 pièces principales et augmente de 5m² par pièce complémentaire. Il est mis en place après un prétraitement de type fosse toutes eaux + préfiltre intégré et suivi d'une évacuation qui est en priorité une infiltration dans le sol à faible profondeur, sauf si la perméabilité ou la place disponible sont trop faibles. Dans ce cas, il est alors possible de rejeter les effluents traités dans un milieu hydraulique superficiel (fossé, cours d'eau) sous réserve de l'obtention d'autorisation du propriétaire du lieu du rejet et d'un rapport d'étude qui démontre qu'aucune autre solution n'était envisageable.



Mise en œuvre d'un filtre à sable, une technique simple mais qui doit être effectuée avec rigueur,

seuls les regards restent visibles

Dysfonctionnements les plus courants :

- Présence d'eau dans les deux regards de surface (répartition et bouclage) :

- => sable colmaté (mauvaise qualité du sable, fosse et préfiltre mal entretenus, ...)
- => arrivées d'eau parasite (pluie, source, ...)
- => bâche étanche absente ou percée
- => drains colmatés (racines d'arbres, matières de la fosse dans les drains, drain cassés, ...)

- Présence d'eau uniquement dans le regard de répartition : contre pente des drains

- Présence d'eau uniquement dans le regard de bouclage : trop de pente dans les canalisations

- Regard de répartition qui n'est pas de niveau implique une mauvaise répartition des eaux usées sur le sable

- Corrosion des regards s'ils sont en béton (ventilation inefficace de la fosse)

- Présence d'eau dans le regard de récupération : lieu d'infiltration inadéquat (imperméabilité, longueur insuffisante, drain colmaté, arrivées d'eau parasite, ...)

Le filtre à sable comme tout système de traitement doit être installé hors zone roulante ou passage de charge lourde (même les vaches !), à 3 m des arbres au moins, à 35 m d'un puits pour la consommation humaine, à 5 m des murs d'une habitation et à 3 m des limites de propriétés.

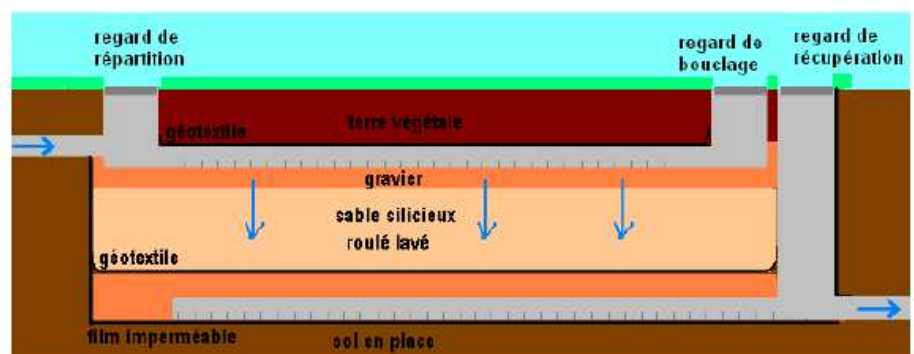


Schéma de principe

Extrait du diaporama utilisé pour les 4 réunions publiques de décembre

REHABILITER avec le
SPANC du SIMA Coise

Plan

- Historique des évènements
- Techniques ANC
- Méthodologie
- Compétence réhabilitation
- Financeurs
- Bilan

HISTORIQUE DES EVENEMENTS

- **2006/2010** : diagnostics ANC (600 travaux obligatoires)
- **Printemps 2010** : courrier du maire indiquant le délai des 4 ans pour les installations défavorables avec travaux obligatoires et réunions publiques sur la réhabilitation et les aides
- **Automne 2010** : démarrage de l'opération réhabilitation groupée
- **Octobre 2013** : courrier du maire informant de la fin prochaine du délai des 4 ans
- **décembre 2014** : réunions publiques sur réhabilitation subventionnée

CONTROLES OBLIGATOIRES - DIAGNOSTIC

Entre 2006 à 2010 visite de toutes les installations existantes (utilisées) ou presque. Un rapport a été émis avec avis :

- ☒ **Favorable** : ANC conforme à la législation actuelle ne présentant aucun dysfonctionnement et n'induisant aucun risque.
- ☒ **Favorable avec réserve(s)** : acceptable sous réserve de modifications et/ou entretien à réaliser. ANC non conforme à la législation actuelle ou conforme avec dysfonctionnement mineur n'induisant aucun risque.
- ☒ **Défavorable** : travaux de réhabilitation souhaitables, ANC conforme ou non présentant des dysfonctionnements pouvant induire des risques sanitaires et/ou environnementaux.
- ☒ **Défavorable** : travaux de réhabilitation obligatoires avec délais, ANC non conforme présentant des risques avérés pour le milieu naturel ou/et pour la salubrité publique.
- ☐ **Indéfini** : aucune information sur le dispositif d'assainissement. Il faut effectuer une recherche pour déterminer la nature de la filière et assurer son entretien. (notation qui n'existe plus au 2^e passage => mise en demeure)

TECHNIQUES ANC

Définition

Par assainissement autonome ou non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration (traitement), l'infiltration ou le rejet (évacuation) des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel sans avoir subi un traitement préalable. Obligation de moyen pour moins de 20 EH.

IMPLANTATION

